



La Commune



Le vrai ordre du jour : la défense des hôpitaux

L'édito

de

La Commune

La journaliste très officielle Michèle Cotta, qui fraye avec tous les hommes politiques, a publié un livre : *Comment en est-on arrivé là ?* Elle s'y livre à un constat : « une France divisée, des partis en miette, une représentation nationale contestée, une classe politique vilipendée, des rapports sociaux dégradés ». Elle en conclut à « l'agonie d'un système », le sien. Mais, nous sommes encore loin de la vraie vie. Les actualités officielles nous en éloignent. Nous avons eu droit à un « dîner de cons » entre les 7 prétendants à la « primaire » de la droite. 7 mercenaires de la politique dressés comme un seul homme contre les fonctionnaires. Nous avons eu droit au retour de « la manif pour tous ». Sans compter les discours sur le « récit national », « l'identité nationale », les « fichés S » ou encore les confidences débiles du chef de l'État, rejeté de tous, se souillant lui-même.

Ce spectacle médiatique, ponctué de petites phrases assassines, agit comme un écran de fumée. Il se déroule sur le terrain laissé vacant par Mailly, Martinez et l'Intersyndicale. Au soir de la manifestation du 15 septembre, ces responsables syndicaux nationaux ont dit clairement que la mobilisation contre la loi El Khomri était terminée. Ils laissent ainsi le temps au gouvernement de faire passer les décrets permettant d'appliquer cette loi, qui détruit la vie des salariés et de leurs familles. Ils s'effacent derrière la farce électorale qui a commencé.

Les salariés, eux, ne s'effacent pas. Ainsi, dans les hôpitaux, grèves, rassemblements, débrayages, délégations montrent que les personnels ne désarment pas. Ils veulent l'annulation de l'arrêté Hirsch qui désorganise le temps de travail dans le droit fil de la loi El Khomri. Ils veulent la suppression des groupements hospitaliers de territoires, propices à la mobilité des personnels, à la destruction d'équipes fixes, de services et à la privatisation en vue de créer « un marché de la santé ». Ils veulent l'annulation des milliers de suppressions de postes et de lits.

Pour la population, les conséquences sont dramatiques : attentes interminables aux urgences dans la détresse, séjours raccourcis (du fait de « la tarification à l'acte ») obligeant les patients à se trouver une place dans des centres SSR (soins de suite et rééducation) dont la prise en charge leur est défavorable, les poussant à opter pour les mutuelles les plus onéreuses. Froidement et de façon planifiée, selon les directives des commissaires « européens », le gouvernement casse les hôpitaux, brise les personnels.

Les personnels n'ont donc pas d'autre choix que de serrer les coudes et passer à l'action. C'est ce qu'ils font. Et c'est cette formidable combativité des travailleurs hospitaliers qui a conduit les fédérations CGT, FO et SUD à appeler à une première journée de grève nationale des hôpitaux le 8 novembre, rompant ainsi la « trêve » décidée par Mailly et Martinez, le 15 septembre.

Les candidats ou pré-candidats ont beau dire, les salariés, dans leur grande masse, savent que seule la lutte paie. Dans ces conditions, ils sont en droit d'exiger que leurs organisations syndicales nationales rompent avec les « réformes », le gouvernement, le vieux régime et l'Union européenne des capitalistes et des banquiers. C'est pourquoi, pour notre part, nous militons pour un pôle Lutte de Classes dans tout le pays. Pour la défense de nos acquis, de la santé publique, de la Sécu, pour nos salaires et nos emplois. Pour le tous ensemble, au même moment. Dans l'unité.

Wladimir Susanj,17-10-2016

Modifié le lundi 17 octobre 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
